

Extrait du Démocratie & Socialisme

<http://www.democratie-socialisme.fr>

La dette (9)

La sortie de la zone euro est-elle une solution au problème de la dette publique ?

- Economie -

Date de mise en ligne : vendredi 7 octobre 2011

Démocratie & Socialisme

Le problème de la dette publique des pays de l'Union européenne pose inévitablement un autre problème, celui de l'articulation entre les réponses à apporter au problème de la dette et une éventuelle sortie de la zone euro.

La politique de Gribouille des oligarques de l'Union européenne, consistant à jeter des steaks à la mer dans l'espoir d'éloigner les requins de la spéculation, peut fort bien mener, hélas, à un éclatement de la zone euro.

Mais il y a une différence énorme entre subir cette situation et chercher à y faire face le mieux possible si l'on ne peut pas faire autrement et choisir délibérément de sortir de l'euro.

Certes, l'euro, tel qu'il a été mis en place par le traité de Maastricht est une machine de guerre contre le salariat.

Dans le cadre d'une monnaie unique, les pays de la zone euro n'ont plus la possibilité de dévaluer leur monnaie nationale. L'euro cher qui découle de cette mission unilatérale de la BCE (l'inflation sans prendre en considération la croissance) constitue une très forte incitation à diminuer le coût de travail pour pouvoir exporter hors de la zone euro.

Ce n'est pas pour autant que sortir de l'euro serait, aujourd'hui, une solution. Jean-Pierre Chevènement utilise une image qui illustre assez bien la situation : « *Nous sommes embarqués dans un vol auquel je me suis opposé dès le décollage. Mais je ne suis pas de ceux qui proposent de sauter par le hublot de l'avion, autrement dit de sortir de l'euro : j'ai combattu Maastricht mais, en même temps, maintenant que nous y sommes, essayons de nous poser en douceur* [1] ». Encore faudrait-il, préciser que plutôt que d'« *atterrir en douceur* », il vaudrait mieux remplacer le pilote automatique (néolibéral) de l'avion par un pilote de gauche.

Sortir de l'euro serait, en effet, une double erreur

Une erreur stratégique, tout d'abord

La sortie de la zone euro de la France qui est la 2e économie européenne mettrait en question l'existence même de la zone euro et au-delà, celle de l'Union européenne.

Or, l'Union européenne est aujourd'hui l'espace nécessaire pour lutter efficacement contre la mondialisation libérale, instaurer une zone où la finance serait réglementée, les capitaux contrôlés à leur entrée et à leur sortie, la spéculation sur les changes lourdement pénalisée. L'Union européenne est, en effet, une zone d'une importance telle que les capitaux mondiaux ne pourront en faire l'impasse et seront bien obligés d'en passer par la réglementation qu'elle leur imposera [2].

Chaque pays de la zone euro, pris séparément, n'aurait pas la moindre chance d'imposer un tel rapport de forces.

L'Union européenne est, également, l'espace idéal pour lutter contre le chômage grâce à une réduction généralisée du temps de travail.

L'espace idéal pour réaliser les projets de recherche et de mise en oeuvre d'énergies renouvelables, pour concevoir et construire les infrastructures de transports publics efficaces et peu coûteux en énergie à l'échelle du continent.

La sortie de la zone euro est-elle une solution au problème de la dette publique ?

L'espace nécessaire pour harmoniser par le haut la fiscalité et la législation sociale (avec notamment la création, par étapes, d'un SMIC européen) et mettre fin à l'actuel dumping social et fiscal.

Chaque pays de l'Union européenne, pris séparément, serait perdu dans la spirale infernale d'une guerre commerciale et monétaire (dévaluation compétitives en cascades) qui rendrait très difficiles ces avancées.

L'éclatement de la zone euro et de l'Union européenne serait un énorme pas en arrière dans la conscience des Européens qui ne verraient plus de solution qu'au niveau de leur propre Etat. L'idée de coopération européenne, l'idée même d'Union européenne, en prendraient un sacré coup.

Les forces partisans du repli identitaire qui progressent grâce aux coups de boutoir de la crise, en France avec le Front National, en Suisse avec l'UDC, en Italie avec la Ligue du Nord, en Finlande avec les « Vrais Finlandais », en Belgique avec la N-VA de Bart de Wever, en Autriche avec le FPÖ de Heinz-Christian Strache, aux Pays-Bas avec le PVV de Geert Wilders [3] auraient, dans ce contexte, le vent en poupe.

Les propositions extravagantes de sortie de l'euro du Front National [4] ne sont là, aujourd'hui, que pour tenter de combler le vide de ses propositions économiques et flatter le chauvinisme de son électorat. Elles ont, pour demain, une tout autre fonction : préparer une alliance entre le FN et le noyau dur de l'UMP en cas d'éclatement de la zone euro. Ce n'est pas, en effet, la « préférence nationale » qui différencie aujourd'hui ce noyau dur de l'UMP du Front National mais bien leur rapport à l'euro. La possibilité d'une telle perspective (l'UMP-FN) devrait nous alerter sur les dangers de croire qu'une sortie de l'euro pourrait, en elle-même, être progressiste.

Une erreur tactique, ensuite

La nouvelle monnaie, le franc dans le cas de la France, serait aussitôt dévaluée. C'est logique et c'est d'ailleurs le but recherché par ceux qui veulent sortir de l'euro pour desserrer sa contrainte sur les exportations françaises. Les marchés engageraient aussitôt une offensive spéculative. Les autres pays ne regarderaient pas d'un oeil serein leur compétitivité se dégrader : ils s'engageraient eux aussi dans des dévaluations qui en entraîneraient d'autres. Mieux vaudrait comme le propose Michel Husson « *utiliser de façon conflictuelle l'appartenance à la zone euro* » pour mener une politique de gauche en se protégeant derrière l'euro de ces dévaluations en série et des plans d'austérités qui en seraient la conséquences à peu près inéluctables.

Les propositions de Jacques Sapir [5]

Nos divergences avec Jacques Sapir portent non seulement sur la sortie de l'euro, même s'il estime qu'il faudrait d'abord utiliser la menace de sortie de l'euro pour faire bouger les choses avant de la mettre à exécution, mais également sur la dette publique et surtout sur sa conception d'une politique de gauche sans mobilisation du salariat.

Il est prisonnier d'une conception qui oppose non pas les classes sociales (salariat contre capital) mais les États, les pays entre eux [6].

Quand il sort de sa vision interétatique et qu'il s'aventure sur le terrain de la lutte de classes, c'est pour avancer l'idée d'une « *alliance entre salariés et entrepreneurs contre les représentants du capital financier* ». Ce qui, au regard du double rôle essentiel jouée aujourd'hui par la finance dans le capitalisme contemporain n'a strictement aucun sens [7].

Ensuite et c'est sans doute, la principale divergence que nous avons avec lui, jamais il n'indique l'intérêt du mouvement social pour imposer une politique de gauche. Pire, il va jusqu'à proposer d'utiliser l'article le moins démocratique, le plus bonapartiste de la constitution de la Ve République, l'article 16 pour effectuer les manœuvres de sortie de l'euro. Il précise en effet que la phase préparatoire à la sortie de l'euro « *doit commencer par la décision du Président de la République de recourir à l'article 16, pour une période de 6 mois* ». Il précise même, un peu plus loin « *Il est possible que l'Article 16 soit prorogé pour 6 mois de plus (total 9 ou 12 mois)* ».

Enfin, Jacques Sapir ne propose ni d'annuler la dette publique française ni même de la restructurer. Il défend même la légitimité de cette dette. Il propose seulement de racheter au cours le plus bas possible.

Ne pas fétichiser l'euro

C'est entre 1983 et 1990 que la part salariale a baissé de 9 points de la valeur ajoutée créée annuellement en France et que la part de profits a augmenté d'autant. Le traité de Maastricht ne sera pourtant signé qu'en 1992 et l'euro ne sera mis en place qu'en janvier 2002.

Le Royaume Uni n'est pas dans la zone euro. La livre est toujours la monnaie nationale du Royaume-Uni. Cela n'empêche pas le gouvernement conservateur de David Cameron d'imposer au salariat britannique l'un des plans d'austérité les plus barbares de l'Union européenne.

Jean-Jacques Chavigné

À lire "*La dette indigne" dix questions dix réponses*, par Jean-Jacques Chavigné et Gérard Filoche (Ed. JC Gawsevitch, 14,90 euros)

[1] Marianne2, 8 janvier 2011 : débat organisé entre Jean-Pierre Chevènement et Jacques Julliard : « *La gauche doit réinvestir la nation* ».

[2] Frédéric Lordon « *Quatre principes et neuf propositions pour en finir avec les crises financières* » 23 avril 2008 - La Pompe à phynance (Les blogs du Diplo).

[3] Le Front National obtenait 9,2 % des suffrages exprimés au 1er tour des élections régionales de mars 2010 alors qu'il ne se présentait que dans 12 régions sur 22 ; au deuxième tour, il dépassait les 23 % en PACA et frôlait les 22 % dans le Nord-Pas-de-Calais. En Suisse, l'UDC obtenait 28,9 % des voix lors des élections de 2007 et emportait par 57,40 % des voix le référendum qui interdisait la construction de minarets dans la plupart des cantons suisses. En Italie, la Ligue du Nord d'Umberto Bossi, enlevait la présidence des régions de Lombardie, de Vénétie et du Piémont. En Hongrie, aux législatives d'avril 2010, le Jobbik obtenait 16,7 % des voix. Aux Pays-Bas, aux législatives de juin 2010, le PVV de Geert Wilders obtenait 24 sièges sur 85 (28 % des sièges). Toujours en juin 2010, le N-VA de Bart de Wever atteignait 29 % des suffrages en Flandres. En Autriche, à l'élection municipale de Vienne, le FPÖ de Heinz-Christian Strache obtenait 27 % des voix. Aux élections législatives d'avril 2011, les « Vrais Finlandais », deviennent la 3ème force politique de la Finlande avec un score de 19,1 %. Il ne s'agit pas là de résultats marginaux.

[4] Voir, à ce propos, l'excellente critique de Jacques Sapir : « *La sortie de l'euro en mode FN, un plan incohérent* » Marianne2.fr - 21/02/2011.

[5] Jacques Sapir « *S'il faut sortir de l'euro...* » - Document de travail - 6 avril 2011 - CEMI-EHSS

[6] Voir, à ce propos, Jean-Marie Harribey « *Sortir de quoi ? A propos de la sortie de l'euro proposée par Jacques Sapir* ».

[7] Voir notre réponse à la question n° 4 : « *Quel est le rôle des dettes publiques dans le capitalisme contemporain* ».